

*Association pour l'Hébergement, l'Accueil et  
la Réinsertion en Provence*

*375 Rue Pierre SEGHERS*

*84000 AVIGNON*

*Association Loi 1901*

*Enregistrée à la Préfecture de Vaucluse sous le numéro 3100*

<p><b><i>RAPPORTS</i></b></p> <p><b><i>DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</i></b></p> <p><b><i>SUR LES COMPTES ANNUELS</i></b></p>
--

***Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire  
du 27 mai 2026***

***Statuant sur les comptes de l'exercice clos  
le 31 Décembre 2025***

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire  
du 27 mai 2026*

A Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour l'Hébergement, l'Accueil et la Réinsertion en Provence à Avignon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous précisons que les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport moral et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral de votre Présidence et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

JP

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Avignon,  
le 26 mai 2026*

*Le commissaire aux comptes*  
**La Sté AXE EXPERTISE**  
*Patrice PICQUART*



**RAPPORT SPECIAL**  
*du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées*  
*Exercice clos le 31.12.2025*

*Mesdames, Messieurs,*

*En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.*

*Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.*

*Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.*

*Fait à Avignon,  
le 26 mai 2026*

*Le commissaire aux comptes*  
**La Sté AXE EXPERTISE**  
**Patrice PICQUART**



## Bilan Actif Passif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>ACTIF</b>				
<b>Frais d'établissement (I)</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assim				
Fond commercial	3 000		3 000	
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	113 582		113 582	59 607
Constructions	1 235 379	193 336	1 042 043	588 856
Installations techniques, matériel et				
Autres immobilisations corporelles	1 927 298	1 102 837	824 461	728 239
Immob. en cours / Avances et acom	8 318		8 318	
Biens reçus par legs / donations des				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participati				
Autres titres immobilisés				
Prêts	144 273		144 273	134 954
Autres immobilisations financières	57 260		57 260	54 946
<b>Total Actif immobilisé (II)</b>	<b>3 489 109</b>	<b>1 296 173</b>	<b>2 192 936</b>	<b>1 566 601</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur co	29 168		29 168	16 150
Créances				
Usagers et comptes rattachés	106 232		106 232	29 196
Créances reçues par legs ou donatio				
Autres créances	97 119		97 119	48 935
Charges constatées d'avance	55 010		55 010	43 102
Divers				
Valeurs mobilières de placement	571 170	5 075	566 095	1 245 146
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	946 838		946 838	485 345
<b>Total Actif circulant (III)</b>	<b>1 805 536</b>	<b>5 075</b>	<b>1 800 461</b>	<b>1 867 874</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (IV)</b>				
Prime de remboursement des empru				
Ecart de conversion / Diff. d'évalua				
<b>TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>5 294 644</b>	<b>1 301 248</b>	<b>3 993 397</b>	<b>3 434 474</b>

Sté AXE  
EXPERTISE  
C.A.C.

## Bilan Actif Passif

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>PASSIF</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	695 197	695 197
Première situation nette établie	695 197	695 197
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	-83 962	-3 060
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	-83 962	-3 060
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves	656 896	656 189
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité	656 896	656 189
Report à nouveau	195 741	277 007
Excédent ou déficit de l'exercice	-17 388	-161 462
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 446 483</b>	<b>1 463 872</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	16 920	20 480
Provisions réglementées	872 031	872 031
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total des capitaux propres (I)</b>	<b>2 335 434</b>	<b>2 356 382</b>
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	3 350	3 350
<b>Total des fonds reportés et dédiés (II)</b>	<b>3 350</b>	<b>3 350</b>
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	39 450	45 450
<b>Total des provisions (III)</b>	<b>39 450</b>	<b>45 450</b>
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	349 081	
Emprunts et dettes financières diverses	53 013	44 106
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 294	1 084
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	316 582	166 276
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	797 681	538 300
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 264	150 033
Autres dettes	90 247	129 493
Produits constatés d'avance		
<b>Total des dettes (IV)</b>	<b>1 615 163</b>	<b>1 029 292</b>
Ecart de conversion / Diff. d'évaluation (V)		

Sté AXE  
EXPERTISE  
C.A.C.



Bilan Actif Passif

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	3 993 397	3 434 474

Sté AXE  
EXPERTISE  
C.A.C.

## Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	160	200
Ventes de biens et de services	721 850	448 764
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Ventes de prestations services</i>	721 850	448 764
Produits de tiers financeurs	6 947 236	5 003 899
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	6 914 688	4 987 178
<i>Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consomptible</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	761	870
<i>Contributions financières</i>	31 786	15 851
Repr. / amort., dépréc. et prov.	6 000	45 193
Produits des cessions d'immobilisations	13 601	
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	231	93
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>7 689 078</b>	<b>5 498 149</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	3 003 806	2 210 610
Aides financières	35 420	15 851
Impôts, taxes et versements assimilés	361 661	322 786
Salaires	2 841 096	2 008 661
Cotisations sociales	1 200 592	925 111
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	201 182	166 436
<i>Sur immob. : dotations aux amort.</i>	201 182	166 436
<i>Sur immob. : dotations aux dép.</i>		
<i>Sur actif circulant : dotations aux amort.</i>		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Valeurs comptables des immo. cédées	9 800	
Autres charges	40 439	40 795
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>7 693 995</b>	<b>5 690 250</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-4 917</b>	<b>-192 101</b>
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	14 510	23 524
Reprises sur dépréciations et provisions	10 363	17 234
Différences positives de change		
Produits des cessions d'éléments financiers		
Produits nets / cessions VMP et instruments de trésorerie		
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>24 873</b>	<b>40 758</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions	5 075	10 363
Intérêts et charges assimilées	27 146	
Différences négatives de change		

## Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Valeurs comptables des immo. financières cédées	3 393	
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>35 614</b>	<b>10 363</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-10 741</b>	<b>30 394</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-15 658</b>	<b>-161 707</b>
Total des produits exceptionnels (V)		8 152
Total des charges exceptionnelles (VI)		5 022
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>3 130</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 730	2 885
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>7 713 951</b>	<b>5 547 059</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>7 731 339</b>	<b>5 708 520</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-17 388</b>	<b>-161 462</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	7 560	
Bénévolat	14 818	12 876
<b>TOTAL</b>	<b>22 378</b>	<b>12 876</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	7 560	
Prestations en nature		
Personnel bénévole	14 818	12 876
<b>TOTAL</b>	<b>22 378</b>	<b>12 876</b>

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de de 3 993 396.72 euros ; le compte de résultat affiche un total des **produits 7 713 951.02 Euros** et un total des **charges de 7 731 339.24 euros**, faisant ressortir un déficit de **17 388.22 euros**.

L'exercice considéré débute de 1<sup>er</sup> janvier 2025 et se termine de 31 décembre 2025.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- . Continuité de l'exploitation
- . Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- . Indépendance des exercices

2. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par la référence à la méthode dite des coûts historiques.

L'association applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 un règlement ANCN° 2023-03 en coordination avec le N° 2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le plan comptable général principalement sur les points suivants :

- a) Nouvelle définition du résultat exceptionnel Le résultat exceptionnel comprend principalement :
  - Les produits et charges liées à un évènement majeur et inhabituel ;
  - Les écritures comptables purement fiscales (amortissement dérogatoires, provisions règlementées...) ;
  - Changements de méthodes comptables. Les cessions d'immobilisations comptabilisées jusqu'à présent en résultat exceptionnel sont désormais enregistrées dans le résultat d'exploitation.
- b) Suppression des transferts de charges : Les transferts de charges sont désormais enregistrés au crédit des comptes de charges initialement débités.

- 3 Il a également été tenu compte des contraintes imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs des prestations et notamment en ce qui concerne la reprise de résultats N-2 :
- 4 Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

L'association s'est mise en conformité avec les nouvelles règles comptables, applicables en matière de définition, de valorisation et de dépréciation des actifs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (règlement CRC 2002-10 & 2004-06).

Toutefois, ce changement de méthode comptable n'a généré aucun impact sur les comptes que ce soit au niveau des capitaux propres ou au niveau du compte de résultat.

- 5 Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.  
Les créances clients ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.
- 6 Les disponibilités en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS**

### **RELATIFS A L'EXERCICE**

**CLOS LE 31/12/2025**

#### **Informations générales**

- **Indemnités de fin de carrière :**

Dans le cadre de notre contrat « Indemnités de fin de carrière » souscrit auprès du Groupe Malakoff-Médéric pour financer les indemnités de retraite des salariés, nous versons chaque année 2% du salaire brut pour tout le personnel en CDI, au 31/12/2025, le montant des sommes disponibles s'élève à 374 880 euros.

S'il est retenu 64 ans comme âge de départ à la retraite pour les salariés de l'association, la somme actualisée des indemnités de départ à la retraite s'élève au 31/12/2025 à 1 833 461 euros.

La prise en compte pour ces salariés de la probabilité d'atteindre l'âge de la retraite au sein de l'association réduit ce montant à 398 841 euros.

- **Fonds dédiés**

Au 31/12/2025 le compte « 1942- fonds dédiés sur subvention » présente un solde inchangé de 3350 euros.

- **Valorisation du bénévolat**

Le bénévolat valorisé en 2024 correspond aux temps passés par les administrateurs soit 409 heures.

Le taux horaire retenu est celui afférent à une rémunération mensuelle égale au plafond de la sécurité sociale majoré de 40 % au titre des charges sociales soit 36.23 euros de l'heure.

- **Mises en dispositions de locaux**

Le fonds de dotation AHARP a mis à disposition gracieuse de l'association deux appartements situés sur la commune d'Avignon. Cette mise à disposition a été valorisée à 7560 euros.



## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Exercice clos le 31/12/2025

Immobilisations	Valeur brute au 01/01/2025	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2025
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
FRAIS d'ETABLISSEMENT				
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES		3 000,00		3 000,00
<b>TOTAL INCORP.</b>	<b>-</b>	<b>3 000,00</b>	<b>-</b>	<b>3 000,00</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
TERAINS	59 607,00	53 974,55		113 581,55
BATIMENTS	749 607,90	485 770,94		1 235 378,84
AG.&AMENAG. CONSTRUCTIONS	-			-
AG.&AMENAG. DIVERS	347 868,94	95 547,73		443 416,67
MATERIEL DE TRANSPORT	364 200,78	78 239,28	57 870,00	384 570,06
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	256 724,42	36 469,18		293 193,60
MOBILIER	726 026,02	62 854,88		788 880,90
JEUX-JOUETS	2 386,99			2 386,99
AUTRES	13 339,93	1 510,00		14 849,93
IMMOB. EN COURS	-	8 317,60		8 317,60
<b>TOTAL CORP.</b>	<b>2 519 761,98</b>	<b>822 684,16</b>	<b>57 870,00</b>	<b>3 284 576,14</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
TITRES PARTICIPATIFS	-			-
AUTRES TITRES IMMOBILISES	-			-
PRETS	134 953,74	9 319,00		144 272,74
AUTRES IMMOB. FINANCIERES	54 945,61	3 595,30	1 281,22	57 259,69
<b>TOTAL FINANC.</b>	<b>189 899,35</b>	<b>12 914,30</b>	<b>1 281,22</b>	<b>201 532,43</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 709 661,33</b>	<b>838 598,46</b>	<b>59 151,22</b>	<b>3 489 108,57</b>

## TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice clos le 31/12/2025

Immobilisations	Cumul au 01/01/2025	Augmentation	Diminution	Cumul au 31/12/2025
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
FRAIS d'ETABLISSEMENT				
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES				
<b>TOTAL INCORP.</b>	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
BATIMENTS	160 752,12	32 583,81		193 335,93
AG.&AMENAG. CONSTRUCTIONS	-			-
AG.&AMENAG. DIVERS	69 410,71	37 279,89		106 690,60
MATERIEL DE TRANSPORT	232 362,45	48 492,81	48 070,00	232 785,26
MATERIEL DE BUREAU	185 694,98	30 411,11	32,56	216 073,53
MOBILIER	486 719,11	50 565,67	32,56	537 317,34
JEUX & JOUETS	1 899,66	60,00		1 959,66
AUTRES	6 221,64	1 788,72		8 010,36
	-			-
<b>TOTAL CORP.</b>	<b>1 143 060,67</b>	<b>201 182,01</b>	<b>48 070,00</b>	<b>1 296 172,68</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>	<b>1 143 060,67</b>	<b>201 182,01</b>	<b>48 070,00</b>	<b>1 296 172,68</b>

## TABLEAU DES PROVISIONS ET RESERVES

Exercice clos le 31/12/2025

NATURE DES PROVISIONS ET RESERVES	MONTANT 01/01/2025	DOTATION 2 025	REPRISE 2 025	MONTANT 31/12/2025
<b>RESERVES</b>				
STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES				
<b>RESERVES REGLEMENTEES</b>				
. INVESTISSEMENT	264 416,58			264 416,58
. TRESORERIE	185 416,86			185 416,86
. COMPENSATION DEFICITS	206 355,80	36 314,57	35 607,84	207 062,53
<b>TOTAL I</b>	<b>656 189,24</b>	<b>36 314,57</b>	<b>35 607,84</b>	<b>656 895,97</b>
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
RESERVE DE TRESORERIE				
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES				
DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'ACTIF	872 030,91			872 030,91
FONDS DEDIES	3 350,00			3 350,00
<b>TOTAL II</b>	<b>875 380,91</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>875 380,91</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
PROVISIONS POUR LITIGES	-			-
PROVISIONS POUR AMENDES ET PENALITES	-			-
PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	-			-
Autres PROVISIONS pour RISQUES et CHARGES	-			-
PROVISIONS POUR PENSIONS ET RETRAITES	-			-
AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES	45 450,00		6 000,00	39 450,00
<b>TOTAL III</b>	<b>45 450,00</b>	<b>-</b>	<b>6 000,00</b>	<b>39 450,00</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
SUR IMMOBILISATIONS :	-			-
. Corporelles	-			-
. Financières	-			-
SUR STOCKS ET EN COURS				
SUR COMPTES CLIENTS				
AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	10 363,33	5 074,99	10 363,33	5 074,99
<b>TOTAL IV</b>	<b>10 363,33</b>	<b>5 074,99</b>	<b>10 363,33</b>	<b>5 074,99</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>1 587 383,48</b>	<b>41 389,56</b>	<b>51 971,17</b>	<b>1 576 801,87</b>

## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Exercice clos le 31/12/2025

CREANCES	MONTANT BRUT	Montant de liquidité DE L'ACTIF	
		1 an au plus	plus d'un an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>			
CREANCES RATTACHEES à des PARTIC°			
PRETS	144 272,74		144 272,74
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	57 259,69		57 259,69
<b>TOTAL</b>	<b>201 532,43</b>	<b>-</b>	<b>201 532,43</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
AVANCES ET ACOMPTES FRS	29 167,70	29 167,70	
CREANCES USAGERS et COMPTES RATTACHES	106 231,65	106 231,65	
AUTRES CREANCES USAGERS		-	
PERSONNELS et COMPTES RATTACHES	4 710,66	4 710,66	
SECURITE SOCIALE et ORGAN.SOCIAUX	13 816,74	13 816,74	
ETAT & COLLECTIVITES PUBLIQUES	-		
SOMMES CONSIGNEES SUR LITIGE			
AUTRES dont PRODUITS A RECEVOIR	78 591,23	78 591,23	
CHARGES CONSTATEES AVANCE	55 010,02	55 010,02	-
<b>TOTAL</b>	<b>287 528,00</b>	<b>287 528,00</b>	<b>-</b>

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE	
		1 an au plus	plus d'un an
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	-	-	-
EMPRUNTS et DETTES ETS DE CREDITS	349 081,42	349 081,42	-
EMPRUNTS et DETTES FINANCIERES DIVERSES	53 013,16	52 908,76	104,40
USAGERS CREDITEURS	3 293,59	3 293,59	
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	316 582,32	316 582,32	
DETTES FISCALES ET SOCIALES (1)	797 681,11	797 681,11	
DETTES S/IMMOB.et COMPTES RATTACHES	5 264,38	5 264,38	
AUTRES DETTES	90 247,23	90 247,23	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>1 615 163,21</b>	<b>1 615 058,81</b>	<b>104,40</b>

(1) dont provisions congés payés

## VARIATION de la SITUATION NETTE au 31/12/2025

	BILAN Début Exercice 01/01/2025	VARIATIONS Affectation Résultat N-1	Autres variations	BILAN Fin d'exercice 31/12/2025
102100 Fonds associatifs SS droit de reprise	695 196,75			695 196,75
106852 Excédent affecté à l'investissement	264 416,58			264 416,58
106855 Excédent affecté à couverture BFR	185 416,86			185 416,86
106856 Excédent affecté à la compensation déficit	206 355,80		706,73	207 062,53
106860 Excédent affecté compensation déficits	-			-
110000 Report à nouveau	995 084,11	3 833,45		998 917,56
114000 Dépenses refusées par le tarificateur	- 34 241,00			- 34 241,00
115100 Excédent mesures exploitations non reconduites	7 013,85			7 013,85
115123 Résultat 2023 sous contrôle	- 837,67		837,67	0,00
115124 Résultat 2024 sous contrôle	- 9 235,87	- 80 195,36		- 89 431,23
115125 Résultat 2025 sous contrôle	-		- 1 544,40	- 1 544,40
116200 Dépenses pour congés payés	- 111 542,48	6 252,00		- 105 290,48
119000 Report à nouveau déficit	- 572 293,58	- 91 351,82		- 663 645,40
148610 Prov. Règlem.Plus values actif im	872 030,61			872 030,61
<b>TOTAL :</b>	<b>2 497 363,96</b>	<b>- 161 461,73</b>	<b>-</b>	<b>2 335 902,23</b>

Situation                      Total Affecté                      Total Autres                      Situation N  
Nette N-1                                      Variations                      Avant Résultat N

	BILAN Début Exercice 01/01/2024	Augmentation	Diminution	BILAN Fin d'exercice 31/12/2024
131100 Subv. invest -	25 212,00			25 212,00
131800 Subv. invest -autres		917,00		917,00
139100 Subv. invest -Communes	- 4 732,02		4 455,58	- 9 187,60
139180 Subv. invest -autres			21,90	21,90
<b>TOTAL :</b>	<b>20 479,98</b>	<b>917,00</b>	<b>4 477,48</b>	<b>16 919,50</b>